

Emmanuel Macron pourrait s'exprimer sur la réforme des retraites avant le 14 juillet

« Retraites : l'heure de vérité », titre **Le Parisien**, soulignant que les rumeurs vont bon train sur un allongement de deux ans de l'âge légal de départ, et pointant que le chef de l'État cultive le mystère. « Avant le 14 juillet », confirme l'Élysée, le président doit s'exprimer sur la plus explosive des réformes. Pour l'heure, raconte le quotidien, la discussion se déroule en tout petit comité, afin d'éviter les fuites. Dans ce contexte, les partisans d'une accélération se font entendre et la piste d'un recul de l'âge légal de la retraite à 64 ans revient avec insistance. Avantage de cette option : lutter contre le déficit des retraites sans lancer une acrobatique refonte du système, comme le modèle à points. « C'est très rapide à faire, glisse un communicant du pouvoir. Deux lignes dans le projet de loi de finances de la Sécurité sociale cet automne suffisent pour décaler l'âge de départ de deux ans. Et l'effet est immédiat sur l'âge effectif de départ dans les entreprises. » Certains Marcheurs attendent carrément du président qu'il « réinvente le modèle social » en combinant les retraites, le revenu universel d'activité, la Garantie jeunes et l'autonomie », dixit un conseiller. Selon un acteur du dossier, le président pourrait « donner du sens » à une réforme globale dans les prochains jours, sans révéler de mesures précises. Puis il demanderait au gouvernement de concrétiser cette feuille de route. « La question n'est pas seulement celle des retraites mais quelle protection sociale nous voulons pour demain et quelles solidarités », explique Laurent Pietraszewski, pour lequel « ce sujet passera par un large dialogue social et la recherche d'un consensus social », poursuit-il. A l'Élysée, on reste de marbre, cultivant le mystère jusqu'au bout, relate **Le Parisien**. « Le président veut continuer à agir, insiste l'un de ses proches. Tout est une question de moment et d'équilibre. » (**Le Parisien**, p.7)

« Pour les syndicats, le départ à 64 ans, c'est non », titre **Le Parisien**, pour lequel tous craignent des effets sur le chômage et le climat social. Le scénario d'une réforme paramétrique exaspère les syndicats. « J'en ai marre qu'on fasse de ce sujet, comme de celui de l'Assurance-chômage, un objet électoraliste déconnecté du réel » tempête Yves Veyrier (FO). Entre lui, Laurent Berger (CFDT), Philippe Martinez (CGT), ou François Hommeril (CFE-CGC), le non l'emporte. Côté Medef, favorable au report à 64 ans, Geoffroy Roux de Bézieux prêche la prudence : « Pour faire cette réforme, il faut un capital politique [...]. Pour moi, c'est un débat de la Présidentielle, il faut que tous les candidats se positionnent », a-t-il déjà fait valoir. Ils veulent que l'emploi soit la priorité inscrite au cœur de la conférence sociale dont la date devrait être arbitrée prochainement. Or cette réforme des retraites aura justement des conséquences sur l'emploi. « Augmenter l'âge de départ à la retraite entraîne mécaniquement une hausse du chômage au moins à court terme et particulièrement en période de crise », décrypte l'économiste Michaël Zemmour. (**Le Parisien**, p.7)

« “Le chef de l'Etat doit désormais envoyer des signaux à son électorat” », titre **Le Figaro** qui ouvre ses colonnes à Brice Teinturier. Le directeur général délégué d'Ipsos assure que les Français ne veulent majoritairement pas de la réforme des retraites « car elle ne leur apparaît plus comme une réforme juste ni même nécessaire telle quelle, et qu'ils se projettent massivement comme de futurs perdants ». (**Le Figaro**, p.2)